



HAL
open science

Master Science politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Science politique. 2010, Université Montpellier 1 - UM1.
hceres-02040733

HAL Id: hceres-02040733

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040733>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague A

ACADÉMIE : MONTPELLIER

Établissement : Université Montpellier 1

Demande n° S3110059631

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Science politique

Présentation de la mention

La mention de master s'inscrit dans la continuité d'une licence de science politique et s'organise, au niveau M2, en quatre spécialités : une « recherche » (« Politique et action publique comparée ») et trois professionnelles (« Métiers du journalisme », « Métiers du conseil », « Opérateur en coopération internationale et développement »). La formation bénéficie désormais d'une solide expérience, mais présente des évolutions significatives tant dans le programme des enseignements que dans ses modalités d'organisation. Elle ambitionne de proposer un enseignement relativement complet de science politique en couvrant l'essentiel des différentes branches de cette discipline (sociologie politique, politiques publiques, méthodes, relations internationales...). Elle affiche une ouverture disciplinaire qui reste néanmoins relativement marginale dans l'offre de formation (limitée à la Licence 3 et à l'économie politique).

Par ailleurs, il s'agit d'une formation adossée à l'un des pôles structurants de la recherche en science politique en France : le centre d'études politiques de l'Europe latines (CEPEL) (UMR CNRS). La plupart des spécialités se structure autour de thématiques et programmes de recherche développés dans le laboratoire.

Avis condensé

● Avis global :

La mention propose une formation complète, progressive et cohérente de science politique. Pour cela, elle peut s'adosser à de fortes ressources en matière de recherche et à une équipe compétente. La formation se dote d'ailleurs d'objectifs ambitieux en n'hésitant pas à associer des étudiants à des programmes de recherche menés au sein du laboratoire. Les enseignements proposés couvrent bien la discipline et permettent aux étudiants de maîtriser une palette diversifiée de connaissances politologiques. C'est donc une formation structurante pour la discipline tant à l'échelle régionale que nationale.

Les objectifs de la mention sont clairs et ambitieux. La formation de master met, à juste raison, l'accent sur la maîtrise de compétences méthodologiques (quantitatives et qualitatives) mobilisables dans plusieurs secteurs d'emploi. Les différentes spécialités de M2 proposées aux étudiants offrent d'ailleurs une grande diversité de débouchés, allant des métiers à l'international aux métiers de la communication.

Si elle offre des enseignements en science politique de haut niveau et spécialisés, la formation reste assez mono-disciplinaire et manque peut-être d'ouverture. Elle semble souffrir également d'un déficit de visibilité qu'essaie de résoudre l'équipe des enseignants-chercheurs.

● Points forts :

- Un effort d'adaptation et un souci de cohérence de la formation.
- Un appui sur le CEPEL, UMR dynamique reposant sur des programmes innovants.
- Une diversité de spécialités couvrant des domaines distincts.
- Une ouverture à l'international tant en matière de recherche que de professionnalisation.



- Points faibles :
 - Un risque de dispersion avec un grand nombre d'intervenants extérieurs.
 - Une évaluation des enseignements et du dossier remis pas encore suffisamment développée.
- NOTATION GLOBALE (A+, A, B ou C) : A
- Recommandations pour l'établissement :
 - Il faudrait, tout en la soutenant, inviter cette formation à approfondir la recherche de complémentarités avec d'autres disciplines et d'autres établissements.
 - La formation devra également veiller à concilier l'exigence de cohérence avec l'ouverture vers des professionnels.

Avis détaillé

1 ● OBJECTIFS (scientifiques et professionnels) :

La formation couvre l'essentiel des domaines de la science politique et, à ce titre, offre une solide culture générale de la discipline. Elle manifeste également une réelle continuité et progression de la Licence 3 aux M2. Elle profite des points forts du laboratoire CNRS auquel elle est adossée. En conséquence, la formation assume largement la spécificité de la discipline de science politique.

Parallèlement, la formation met l'accent sur la professionnalisation des études à travers notamment la possibilité offerte de réaliser des stages dès le M1 et la réalisation d'enquêtes. L'accent est plus particulièrement mis sur l'apprentissage de méthodes en sciences sociales pouvant être mobilisées sur différents terrains professionnels.

2 ● CONTEXTE (positionnement, adossement recherche, adossement aux milieux socio-professionnels, ouverture internationale) :

La mention est une formation unique en science politique dans la région. Toutefois, il semble qu'elle ait encore à faire reconnaître sa place dans l'établissement, comme en atteste l'absence de référence à cette mention dans la politique générale de l'établissement. Pourtant, ces dernières années, des efforts ont visiblement été accomplis en ce sens par l'équipe d'enseignants-chercheurs.

L'ouverture internationale est présente, notamment dans la spécialité « recherche » (qui met l'accent sur les approches comparatives) et dans l'une des spécialités professionnelle directement tournée vers les projets de développement. Toutefois, les efforts de collaboration internationale seront sans doute à poursuivre dans les années à venir.

L'ouverture aux professionnels et à la recherche est quant à elle significative. De nombreux chercheurs du CEPEL et intervenants professionnels participent largement à la formation. Les axes du laboratoire CNRS se retrouvent, pour certains d'entre eux, dans les thématiques enseignées (élections, démarche comparée, élites...). Toutefois, le lien entre les spécialités de M2 et la recherche est inégale (avec notamment des interrogations sur la spécialité « Métiers du journalisme »).

Toutefois, il est difficile d'évaluer plus précisément cette dimension en l'absence d'accès aux projets de laboratoire.

3 ● ORGANISATION GLOBALE DE LA MENTION (structure de la formation et de son organisation pédagogique, politique des stages, mutualisation et co-habilitations, responsable de la formation et équipe pédagogique, pilotage de la formation) :

La formation se structure d'abord autour d'un M1 généraliste qui, en même temps, organise de manière subtile des enseignements (sous forme d'Unités d'Enseignement optionnelles) préparant aux différentes spécialités du M2. La formation offre ainsi un apprentissage généraliste et progressif.



Toutefois, la mutualisation avec d'autres disciplines est relativement limitée : seul un enseignement d'économie est évoqué en Licence 3, sans que cet effort de décloisonnement soit poursuivi en master.

La professionnalisation des études est favorisée par une politique active d'incitation aux stages et une association d'étudiants à des projets d'enquête. Elle s'appuie pour cela sur un réseau de partenaires étendu.

Enfin, la gestion de la formation est répartie entre plusieurs enseignants-chercheurs qui s'appuient également sur un comité de pilotage permettant d'ajuster et de suivre collectivement le dispositif pédagogique.

4 • BILAN DE FONCTIONNEMENT (origines constatées des étudiants, flux, taux de réussite, auto-évaluation, analyse à 2 ans du devenir des diplômés, bilan prévisionnel pour la prochaine période) :

Grâce à une filière bien intégrée et cohérente, le recrutement est d'abord effectué sur une base locale et régionale. Toutefois, plusieurs spécialités ont permis d'ouvrir plus largement le recrutement. Dès lors, la mention bénéficie d'effectifs suffisants (notamment pour le M1) pour prétendre à un encadrement raisonnable. Ceci se traduit par des taux de réussite importants qui sont également justifiés par une sélection forte en Licence 3 (ce sur quoi l'on ne dispose pas de chiffres).

Toutefois, le suivi professionnel des diplômés n'est pas encore suffisamment développé, ce qui peut en partie s'expliquer par la jeunesse de certaines spécialités. Mais d'autres spécialités, plus anciennement constituées, manquent de précisions sur les débouchés réels des étudiants.



Avis par spécialité

Politique et action publique comparée

- Avis :

Il s'agit d'une spécialité « recherche » qui est bien articulée avec un laboratoire CNRS : d'ailleurs, elle est notamment dirigée par un chercheur CNRS. Plusieurs des enseignements font directement écho à des thématiques développées au sein de ce laboratoire, le CEPEL, qui constitue l'un des sites importants de la recherche française en science politique.

Par ailleurs, la formation a été partiellement repensée autour de « séminaires » et de notes de lecture sans doute mieux adaptés à la préparation aux métiers de la recherche. Toutefois, le souci pragmatique d'ajuster les thématiques de ce séminaire conduit finalement à fournir bien peu d'indications sur le contenu des enseignements. Un effort très appréciable est également mis sur le bilinguisme français-anglais dans les enseignements.

La spécialité prépare principalement aux métiers de la recherche, ce qui risque à terme de pénaliser la formation au regard des faibles débouchés académiques.

- Points forts :

- Une articulation forte avec le CEPEL, laboratoire CNRS reconnu.
- Des enseignements en phase avec des thématiques de recherche structurantes.
- Une approche comparative des phénomènes politiques.
- Une adaptation des méthodes et exigences pédagogiques.

- Points faibles :

- Des imprécisions sur le contenu des enseignements.
- Une professionnalisation orientée quasi-exclusivement vers la recherche académique.
- Un suivi des étudiants assez peu développé malgré l'ancienneté de la spécialité.

- Recommandation pour l'établissement :

- Un effort devra sans doute être produit dans les prochaines années sur les débouchés extra-académiques afin de ne pas nuire à l'attractivité d'une telle spécialité « recherche ».

- NOTATION (A+, A, B ou C) : A

Métiers du journalisme

- Avis :

Il s'agit d'une spécialité destinée à former des journalistes, plus spécifiquement de la presse écrite, et à répondre aux besoins des médias. De fait, la formation s'adosse à une cible professionnelle bien identifiée et précise. Dans le même temps, elle se positionne sur un créneau professionnel particulièrement concurrentiel au regard de la présence d'écoles diplômantes et fortement reconnues dans la profession. Cette situation n'est pas compensée par une identité singularisante, comme pourrait l'être un adossement assumé à la recherche qui permettrait notamment de se distinguer par rapport à ces écoles. En effet, si la formation accorde une place très importante aux professionnels, elle n'associe en contrepartie que marginalement les chercheurs et enseignants-chercheurs du laboratoire. Elle ne semble pas d'ailleurs s'articuler avec l'un des axes de recherche du laboratoire.

En dépit de ces difficultés, il est néanmoins proposé un enseignement de qualité reposant sur des liens soutenus avec les partenaires locaux de la presse et sur une implication forte des étudiants (à travers la gestion d'un site Internet). Les informations sont par ailleurs limitées en ce qui concerne le matériel et les techniques mobilisés (et disponibles ?) pour la formation des futurs journalistes.

- Points forts :

- Des liens avec la presse quotidienne régionale.
- Un site Internet géré de manière professionnalisante.
- Une forte présence de professionnels.



- Points faibles :
 - Un manque de lien avec la recherche et des objectifs scientifiques peu mis en avant.
 - Une forte concurrence de la part d'écoles.
 - Un suivi des débouchés peu développé.
- Recommandation pour l'établissement :
 - Face à la concurrence d'autres formations, l'une des voies à explorer pourrait être de nouer des liens plus étroits avec des équipes de chercheurs, ressources qui ne semblent toutefois pas être nécessairement présentes au sein du laboratoire d'accueil.
- NOTATION (A+, A, B ou C) : B

Métiers du conseil

- Avis :

Il s'agit d'une spécialité récemment créée qui est appelée à monter en puissance. La spécialité propose une formation consistante préparant aux activités de conseil. Elle vise de ce point de vue un créneau porteur. Elle met pour cela l'accent sur l'apprentissage renforcé des méthodes en sciences sociales et la maîtrise d'outils informatiques, ainsi que sur la connaissance des enquêtes d'opinion et des pratiques participatives. À ce titre, l'intitulé de la spécialité paraît très général au regard de l'apparente spécialisation de la formation sur le créneau du conseil en communication (procédures de mesure de l'opinion et de délibération).

Tout en s'appuyant sur un réseau de partenaires professionnels étendu, la formation s'articule étroitement au laboratoire CEPEL à travers des programmes de recherche. Elle s'emploie ainsi à combiner un souci de professionnalisation avec un haut niveau d'exigence scientifique.

- Points forts :
 - Une formation spécialisée notamment sur les méthodes d'enquête.
 - Un réseau dense et diversifié de professionnels.
 - Un lien ambitieux entre « recherche » et professionnalisation.
- Points faibles :
 - Une formation encore jeune qui manque de visibilité.
 - Un intitulé de spécialité un peu décalé au regard du créneau de spécialisation des enseignements.
 - Un grand nombre d'intervenants au regard du nombre d'étudiants finalement retenu.
- Recommandation pour l'établissement :
 - La formation pourrait sans doute s'ouvrir à d'autres types de connaissances, notamment juridiques (de type commande et marchés publics) qui viendraient compléter utilement la préparation aux métiers du conseil.
- NOTATION (A+, A, B ou C) : A

Opérateur en coopération internationale et développement

- Avis :

La spécialité offre une formation complémentaire au sein de la mention en visant avant tout des débouchés à vocation internationale. Elle se positionne par ailleurs de manière originale en ciblant l'expertise en projets de développement. Elle propose également une approche relativement ouverte et pluridisciplinaire en croisant des savoirs politologiques, économiques, juridiques et sanitaires. Dirigée par le directeur du laboratoire CEPEL, elle s'appuie pour ce faire sur une démarche active de partenariats avec plusieurs établissements et professionnels. La grande attention portée au stage témoigne d'un souci de professionnalisation affirmé.



Toutefois, la principale incertitude réside dans le financement d'une formation qui, pour mettre en œuvre des objectifs ambitieux, a sans doute un coût important. D'ailleurs, le nombre de candidatures admises dans la spécialité semble restreint au regard de l'ambition de la formation, du nombre d'intervenants et de son coût potentiel.

- Points forts :
 - Une formation singulière et complémentaire au sein de la mention.
 - Une ouverture disciplinaire.
 - Une attractivité extrarégionale.

- Points faibles :
 - Une incertitude sur le soutien financier.
 - Une cohérence à garantir sur le long terme.

- Recommandation pour l'établissement :
 - Cette formation mérite d'être soutenue et appelle une réflexion sur les moyens d'un financement pérenne afin de ne pas altérer des objectifs ambitieux.

- NOTATION (A+, A, B ou C) : A